

La transcription d'extrait d'un discours prononcé par le premier ministre du Québec, René Lévesque

Ce mandat de négociier ne saurait donc impliquer la séparation du Québec, mais bien la conclusion éventuelle d'une nouvelle entente qui nous permettrait d'atteindre en même temps deux objectifs : d'une part, récupérer le pouvoir de faire nous-mêmes toutes nos lois, de garder chez nous tous nos impôts et d'établir directement, sans quémandage, nos relations avec les autres – et ça, c'est la souveraineté – et, d'autre part, de maintenir aussi avec le reste du Canada une association économique étroite comportant l'usage de la même monnaie. Et c'est ce mandat de négociation que nous demandons à la population de nous accorder. Et il n'est pas question que nous interprétions autrement son vote positif.